

Délibération n° 2019-003-104 du 13 mars 2019

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche de la presse et des agences de presse a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la presse et des agences de presse, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de la presse et des agences de presse dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la Branche de la presse et des agences de presse

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de la presse et des agences de presse pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 214, 306, 394, 509, 598, 693, 698, 781, 1018, 1083, 1281, 1480, 1563, 1871, 1874, 1895, 2683, 3221, 3225

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNEF de la presse et des agences de presse	13532035	HUMANITES NUMERIQUES (MASTER CNAM)	4697	4932	4699	9500
CPNEF de la presse et des agences de presse	13534002	DROIT, ECONOMIE, GESTION : SCIENCE POLITIQUE (MASTER PARIS 10)	5504	5779	5552	7500
CPNEF de la presse et des agences de presse	16531204	DIPLOME VISE ET GRADE NIVEAU MASTER DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES	10000	16641	10600	17140
CPNEF de la presse et des agences de presse	16531219	PROGRAMME GRANDE ECOLE DE L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MONTPELLIER	10000	15837	10994	16312
CPNEF de la presse et des agences de presse	16531220	DIPLOME GRADE MASTER DE L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE GRENOBLE	10000	12133	11400	12497
CPNEF de la presse et des agences de presse	25020065	METIERS DE L'EMBALLAGE ET DU CONDITIONNEMENT (LP ROUEN)	4163	6800	5082	8500
CPNEF de la presse et des agences de presse	25031223	COMMERCIALISATION DES PRODUITS ET SERVICES (LP LYON 3)	5588	6081	5658	7500
CPNEF de la presse et des agences de presse	32025007	MAINTENANCE DES SYSTEMES OPTION A SYSTEMES DE PRODUCTION (BTS)	8851	10500	9374	10815

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNEF de la presse et des agences de presse	32032332	METIERS DE L'AUDIOVISUEL OPTION METIERS DU MONTAGE ET DE LA POSTPRODUCTION (BTS)	21530	9800	9506	10757
CPNEF de la presse et des agences de presse	16C31202	MANAGER ACHATS ET SUPPLY CHAIN (GROUPE SUP DE CO LA ROCHELLE, CCI PORTES DE NORMANDIE)	5879	7100	5953	8939
CPNEF de la presse et des agences de presse	26C3110A	RESPONSABLE EN LOGISTIQUE (AFTRAL)	13000	12490	7550	12975
CPNEF de la presse et des agences de presse	26U31101	RESPONSABLE DES OPERATIONS LOGISTIQUES (IUT AIX MARSEILLE)	7000	7520	7230	7746

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés